Nord Cameroun : surmonter le choc des inondations

Moins médiatisées que les inondations qui ont frappé une grande partie du Pakistan, celles qui ont ravagé plusieurs pays voisins du lac Tchad, et qui sont elles aussi directement attribuables au changement climatique, ont provoqué la fuite de populations qui se retrouvent encore aujourd'hui démunies. C'est le cas dans l'Extrême-Nord du Cameroun, où une Église partenaire du Défap, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun, a demandé de l'aide.



Champ de maïs ravagé par les inondations dans le Nord du Cameroun © EFLC/Défap

L'année 2022 aura sans doute été celle de la prise de conscience des ravages du réchauffement climatique. Plusieurs

facteurs y auront contribué. Tout d'abord, la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, qu'il n'est désormais plus possible d'ignorer, et leur ampleur défiant parfois l'imagination : c'est le cas des inondations qui ont frappé le Pakistan. Depuis la mi-juin 2022, il a été touché par des pluies de mousson hors-normes qui ont provoqué les pires crues dans le pays en une décennie. Selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan, les inondations ont touché plus de 33 millions de personnes et détruit ou endommagé plus d'un million de maisons. Au moins 1100 personnes ont été tuées par les eaux qui ont submergé des dizaines de milliers de kilomètres carrés du pays. Il faudra des années pour reconstruire les infrastructures détruites (routes et ponts), reloger les populations, relancer les cultures… Une crise emblématique qui a pesé sur l'inscription de la question délicate des « pertes et dommages » à l'ordre du jour de la 27ème Conférence des Parties, la COP 27, qui a réuni en novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Mais face à ces catastrophes frappant tout un pays, d'autres restent moins médiatisées. C'est le cas des inondations qui ont touché les régions du Nord du Cameroun au cours de l'été 2022. Là encore, les effets du réchauffement climatique sont faciles à discerner. D'année en année, les dégâts de ces inondations survenant en cours d'été s'aggravent. Selon une étude du World Weather Attribution, les gaz à effet de serre ont multiplié par 80 la probabilité de pluies intenses dans cette région de l'Afrique entourant le lac Tchad – une région où se rejoignent les frontières de quatre pays : Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun. Dans ces divers pays, les eaux ont forcé à fuir plus de 1,4 million de personnes et ravagé des centaines de milliers d'hectares de récoltes.

Plusieurs mois après, des déplacés toujours privés

de tout

Dans le Nord du Cameroun, le Défap est en lien depuis de nombreuses années avec une Église partenaire : l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun. Dans cette seule région, pluies extrêmes, rivières en crue et destructions de digues se sont combinées pour provoquer la fuite de dizaines de milliers de personnes, qui ont dû abandonner leurs maisons et leurs champs. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Onu recensait fin septembre 37.000 déplacés, notamment dans le département du Mayo-Danay, particulièrement touché, dans le Logone et Chari, et dans le Mayo-Tsanaga. Ils étaient alors hébergés dans des familles d'accueil, dans des écoles ou dans des campements de fortune. Or depuis l'été, l'étendue des dégâts n'a pas vraiment permis à ceux qui avaient ainsi tout perdu de revenir sur leurs terres et de reprendre leurs cultures. Et ces inondations se sont traduites à partir d'octobre par une résurgence de l'épidémie de choléra qui a affecté six districts de santé notamment Fotokol, Mada, et Makary dans le Logone et Chari, Mokolo dans le Mayo-Tsanaga et Mora et Kolofata dans le Mayo-Sava.

Face à l'ampleur des besoins, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun a décidé de se concentrer sur quelques localités parmi les plus touchées. Elle a sollicité le Défap, qui, avec le soutien de Solidarité Protestante, va apporter une aide sous forme de vivres aux familles les plus vulnérables dans les localités de Watir-Guili et Kila. D'autres partenaires étrangers ont répondu à l'appel, comme, aux Pays-Bas, Kerk In Actie. Surmonter le choc des inondations sera long. Et par endroits, les destructions des champs empêcheront pour plus d'une année la reprise des cultures.

Kananga : soutenir une université pour changer la société

Dans cette ville éloignée du pouvoir central, au cœur d’une province volontairement négligée par les autorités de République Démocratique du Congo, le Défap s’efforce d’améliorer les conditions de travail des étudiants de l’UPRECO. Une université dont la qualité des enseignements est largement reconnue, et qui ambitionne de former des cadres mieux à même de lutter contre les maux de la société congolaise. Le Défap soutient l’UPRECO à travers l’électrification de bâtiments universitaires, notamment d’un amphithéâtre, mais aussi par des bourses ; et sa bibliothèque a reçu un soutien via la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone.



Un des bâtiments de l'UPRECO équipé de panneaux photovoltaïque – projet soutenu par le Défap © Défap

Kananga, l'ancienne Luluabourg fondée en 1884 sur la rive de la rivière Lulua, est la capitale du Kasaï-Occidental – une province enclavée, loin de la capitale Kinshasa, isolée des centres de décision par des centaines de kilomètres de routes impraticables. On n'y accède que par avion. C'est là que se trouve l'UPRECO (Université Presbytérienne du Congo), l'une des trois universités protestantes avec lesquelles les Églises de France sont en lien dans ce pays à travers le Défap. Aussi délaissée par les autorités et privée de moyens que l'est la ville de Kananga elle-même, l'UPRECO a pourtant un rôle essentiel à jouer dans cette région extrêmement pauvre où les jeunes n'ont pas les moyens d'aller étudier dans les grandes villes plus développées.

Outre ce rôle-clé dans une région où les établissements

d’enseignement supérieur manquent, l’UPRECO n’est pas une université comme une autre. Y étudier, y travailler, est déjà une forme de militantisme, un refus de la fatalité de la misère et de la mauvaise gouvernance. Après s’être construite autour de la faculté de théologie, l’UPRECO compte aujourd’hui cinq filières : théologie, droit, économie, agronomie et informatique. Avec peu de moyens matériels (tout manque, à commencer par l’électricité pour une partie des bâtiments, ou la connexion internet pour la filière informatique), mais avec aussi beaucoup d’engagement, l’UPRECO s’efforce de concilier valeurs chrétiennes et enseignement supérieur, pour former des cadres capables de changer le pays, avec « la Bible dans notre main droite, et la science dans notre main gauche », comme le revendique son recteur Simon Kabué. Par exemple, la faculté de droit a été créée avec l’idée de former des juristes capables de s’opposer à la corruption ; celles d’économie et d’agronomie, pour lutter contre la pauvreté… Et ça marche : la qualité d’enseignement de l’UPRECO est largement reconnue, et nombre de ses anciens étudiants se retrouvent aujourd’hui dans des postes de responsabilité dans leur pays.



Le recteur Simon Kabué lors d’une visite au Défap © Défap

Simon Kabué est un ancien boursier du Défap, ce qui a facilité depuis longtemps les relations entre le Service protestant de

Mission et l'UPRECO. Par ailleurs, les relations entre les protestants de France et cette université se sont développées suite à un séjour de professeurs français à l'UPRECO, qui sont revenus particulièrement touchés par la situation des étudiants de Kananga. Ces liens prennent aujourd'hui la forme d'un soutien direct à la faculté de théologie, d'envois d'enseignants… La bibliothèque a aussi reçu un soutien à travers la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone, organisme très lié au Défap.

Avec un peu d'électricité, on peut changer beaucoup de choses

Malgré ces aides, les étudiants manquent des moyens les plus élémentaires pour travailler (bibliothèque non approvisionnée depuis longtemps, sauf en théologie grâce à la CLCF, manque d'ordinateurs, pas d'électricité…). Actuellement, il n'y a plus de bâtiment capable d'accueillir tous les étudiants pour des cours à tronc commun, conférences, ou autres rassemblements. L'UPRECO a obtenu en février 2021 un soutien financier pour la construction d'un amphithéâtre. L'université souhaite l'équiper par le même équipement solaire que le bâtiment de la bibliothèque et le bâtiment administratif. Cet amphithéâtre ainsi équipé permettra à tous les étudiants de pouvoir se réunir dans un lieu adapté pour des cours, conférences, mais aussi pour des manifestations communautaires de l'Église (ateliers des femmes, renforcement des capacités des pasteurs, etc.)

C'est donc un soutien matériel à plusieurs niveaux que le Défap apporte à l'UPRECO ; l'ajout d'un amphithéâtre pourvu d'électricité améliorera beaucoup les conditions de travail des étudiants, qui pallient souvent par leur engagement le manque de moyens pour poursuivre leurs études, et même simplement pour vivre tout au long de leur cursus. Et parallèlement à ce soutien, le Défap est engagé de longue date dans un programme de bourses pour des étudiantes. Un engagement qui se place dans la lignée de son soutien à la

promotion du rôle des femmes : car dans cette province défavorisée du Kasaï-Occidental, lorsque les ressources manquent dans une famille pour permettre aux enfants de poursuivre des études, ce sont le plus souvent les garçons qui sont choisis, au détriment des filles. Au cours des dernières années, le Défap a régulièrement financé plus d'une dizaine de bourses par an, essentiellement grâce aux revenus de son service Philatélie.



Étudiantes de l'UPRECO © Défap

Djibouti : former à l’énergie solaire

Dans un pays qui cumule les défis (économiques et de développement, sociaux, environnementaux), la petite Église protestante de Djibouti, avec le soutien du Défap, apporte son témoignage à travers une activité diaconale dont les bienfaits sont largement reconnus par les autorités. Son projet de formation à l’installation et à la maintenance de panneaux photovoltaïques répond à la fois à deux problèmes : la difficile transition énergétique dans laquelle est engagée la République de Djibouti, et l’aide à l’insertion de jeunes Djiboutiens dans le marché du travail. Un projet soutenu par l’UEPAL, qui le reprend dans son carnet de solidarité 2023.



Panneaux solaires au centre de formation de l’EPED © EPED

Partenaire du projet :

Centre de Formation de l’Église protestante de Djibouti

(EPED).

Objectifs :

Fournir à des jeunes Djiboutiens une formation de qualité en montage, mise en service, exploitation et maintenance des installations solaires photovoltaïques.

Contexte :

La République de Djibouti est confrontée à plusieurs défis de taille liés à la production, à la distribution et à l'utilisation de l'électricité. Le pays reste fortement tributaire des importations de combustibles fossiles et d'électricité. Il est ainsi exposé aux fluctuations des prix des produits pétroliers, ce qui crée des incertitudes affectant le développement économique et social. Djibouti a donc lancé un programme de développement à long terme connu sous le nom de « Vision 2035 ». Ce plan ambitieux couvre les aspects sociaux et économiques, plus particulièrement les secteurs de l'éducation, du tourisme, de la pêche, des nouvelles technologies de l'information, de la communication, du transport et de la logistique, de l'industrie et de l'énergie. Dans le domaine de l'énergie, Djibouti souhaite réaliser une transition de son secteur énergétique, en passant de 100% de sources thermiques à 100% de sources en électricité renouvelables.

Cependant, en dehors des installations solaires photovoltaïques isolées dans les villages ruraux, l'expérience dans ce domaine reste faible. Djibouti manque de techniciens capables d'assurer la mise en fonction et la maintenance de toutes ces installations. Et le pays ne dispose à ce jour que d'un module de formation en énergie renouvelable au Lycée Industriel et Commercial de Djibouti- LIC.



L’EPED a développé depuis des années une spécialité reconnue dans la formation. Ici, cours de secrétariat pour des jeunes filles déscolarisées © EPED

D’où la volonté du Centre de Formation de l’EPED de mettre en place une filière technique de formation de jeunes aux métiers d’installation et de maintenance des panneaux photovoltaïques. Ce projet tire son origine de l’expérience vécue lors de la réhabilitation des bâtiments de la Mission Protestante de Djibouti, à travers une démarche innovante : « Le Chantier école ». Il s’agit dans cette approche de construire et de former des jeunes à la fois aux techniques utilisées dans un chantier pour permettre directement une immersion des apprenants dans les réalités du monde du travail. Grâce à un premier partenariat avec l’organisme allemand Brot für die Welt, le Centre de formation a pu acquérir le matériel nécessaire pour démarrer une filière et une trentaine de jeunes des régions d’Ali Sabieh, de Tadjourah et de Djibouti

ville ont déjà composé la première promotion dans ce métier. Un projet auquel s’associe désormais le Défap.

Tunisie : rendre fertiles des terres arides

À l’occasion de la COP 27, nous poursuivons cette semaine notre présentation de projets du Défap liés à la justice climatique et à la sauvegarde de la création. Celui de l’ATAE nous emmène en Tunisie. Cette association, créée en 2011 dans ce pays en lien avec l’association Abel Granier, du nom d’un pasteur qui s’était consacré à la réhabilitation d’une ferme en zone semi-aride, cherche toutes les stratégies possibles pour rendre aux sols leur fertilité et protéger les écosystèmes du pays afin de préserver l’avenir de l’agriculture.



Rendre fertiles des terres délaissées en Tunisie © ATAE

Partenaires du projet :

Église Reformée de Tunisie, Association Tunisienne d’Agriculture Environnementale (ATAE)

Objectifs :

– Diffusion, partage et accessibilité des savoirs auprès des agriculteurs et propriétaires des fermes
– Sensibilisation aux objectifs de l’agriculture environnementale
– Lutte contre la désertification par des techniques d’exploitation respectueuses des sols



Plantation de barrières écologiques dans la région de Makther : toute la famille participe…
© ATAE

Contexte :

« On ne possédera un domaine très bien cultivé qu'en réunissant le savoir, le pouvoir et le vouloir » a dit Columelle au premier siècle de notre ère. Une citation que s'est appropriée l'Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE), qui réunit des agronomes, des chercheurs et des agriculteurs concernés par l'agriculture dite moderne et ses conséquences sur l'environnement,

particulièrement sur les sols agricoles et la santé humaine. Cette association cherche toutes les stratégies possibles pour rendre aux sols leur fertilité et protéger les écosystèmes du pays afin de préserver l'avenir de l'agriculture. Elle est directement issue de l'expérience de l'association Abel Granier, qui a innové en intervenant en Tunisie sur les problématiques de désertification. La fertilisation réalisée à l'aide de procédés écologiques est un de ses engagements majeurs. Elle bénéficie du soutien du Défap pour la mise en place d'une ferme pédagogique où pouvoir expérimenter et vivre selon les principes promus par l'association.

L'ATAE met en œuvre une formation pratique et continue pour une agriculture respectant l'environnement, pour la préservation des sols vivants, et pour le bien être des hommes et des femmes. Cette action de formation s'exerce principalement en Tunisie, car c'est l'un des pays les plus exposés actuellement aux risques aggravants de désertification due au réchauffement climatique : une augmentation des températures de 2 degrés sur les dix dernières années a été constatée (Rapport de la FAO – 2010 et mars 2016), avec une perte de 15 000 ha/an par stérilisation progressive des sols.



Utilisation du méteil : récolte de fourrage © ATAE

Les activités de l'ATAE sont centrées principalement aujourd'hui sur des fermes privées de petites ou grandes dimensions situés à l'étage bioclimatique aride et semi-aride, dont les exploitants souhaitent apprendre la gestion des sols de culture et participer à un développement agricole durable et rentable. En effet, l'ATAE aide les agriculteurs à prendre conscience de la situation du sol de leur exploitation par l'examen de la végétation qui pousse à l'état spontanée. Elle lutte pour promouvoir l'établissement des couvertures du sol par des plantes améliorantes (luzerne, sulla, vesce, fenugrec). Il s'agit de restaurer la matière organique, favoriser la réhabilitation des sols dégradés, fragiles, et le maintien de l'humidité en accroissant la capacité des plantes à stocker l'eau.

L'association Abel Granier, et l'ATAE qui en est directement issue, trouvent leur origine dans l'expérience du pasteur Abel Granier qui, de 1953 à 1969, avec le soutien de sa femme Jane Olivès, botaniste formée à la connaissance des plantes méditerranéennes, a réhabilité entièrement une ferme en zone semi-aride en Tunisie.

Depuis l'origine, l'ATAE travaille en collaboration avec les acteurs tunisiens et français du milieu technique et scientifique (université, écoles de formation, associations …). Depuis quelques année l'ATAE accueille des VSI qui, entre autres, permettent de travailler au développement du réseau des agriculteurs participants au programme de ferme pédagogique.

Retrouvez ci-dessous un exemple en vidéo des activités de l'ATAE :

Des jardins pour nourrir Bangui

Dans un des pays les plus pauvres d'Afrique et toujours menacé par la violence, la République centrafricaine, Rodolphe Gozegba, ancien boursier du Défap, a lancé un projet pour promouvoir l'autonomie alimentaire. Dans un arrondissement de Bangui, la capitale, l'association A9 qu'il a créée forme les habitants, les équipe et les accompagne pour cultiver leur propre jardin potager. Avec des premiers résultats visibles et encourageants. Un projet soutenu par le Défap et qui figure dans le carnet de solidarité 2023 de l'UEPAL.

Les activités du Défap s'inscrivent dans un réseau de relations entre Églises. Des relations qui permettent à toutes les Églises qui y prennent part, au nord comme au sud, de mieux appréhender les défis communs auxquelles toutes sont confrontées, dans un monde marqué par l'accélération des échanges, les défis de l'interculturalité et les replis communautaires. Il s'agit de plaider et d'agir pour une Église qui reste accueillante et se montre responsable face aux enjeux du monde contemporain. Ce que le Défap a formalisé dans un document, « Convictions et actions 2021-2025 », et qu'il met en œuvre à travers les projets qu'il soutient.

Parmi ses diverses actions, le Défap veut œuvrer à un équilibre écologique et économique qui restaure les personnes, les relations et les sociétés. C'est le cas en République centrafricaine, où la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. Depuis une quarantaine d'années, la RCA subit ainsi un cycle récurrent de violences. Une violence qui alimente la déliquescence des infrastructures

: le pays, souligne la Banque mondiale, figure parmi les plus pauvres et les plus fragiles du monde malgré sa richesse en ressources naturelles. Bien que doté d'un potentiel agricole impressionnant, d'énormes ressources minières et de vastes forêts, les populations ne bénéficient pas de ces possibilités et la RCA se classe dans le bas du tableau des Indices de capital humain et de développement humain. On estime qu'environ 71% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté international (soit l'équivalent de 1,90 dollar par jour). Près de 630.834 personnes sont encore déplacées à l'intérieur du pays tandis que 632.000 réfugiés centrafricains demeurent dans les pays voisins, selon le Haut Commissariat au Réfugiés. La capitale elle-même est dans une situation de grande fragilité : elle est très dépendante de deux grandes routes pour son approvisionnement, dont l'une, menant vers le Tchad et le Cameroun, a été bloquée plusieurs semaines début 2021 par des groupes armés. Bangui a frôlé la famine.

Le rôle crucial des Églises dans un pays déliquescent

Pour maintenir le lien dans le pays, les Églises font partie des rares institutions à rester debout. C'est dans les églises que beaucoup de familles fuyant les violences vont souvent chercher refuge. Au-delà du milieu chrétien, les diverses religions présentes dans le pays ont tenté de jouer ces dernières années un rôle d'apaisement, notamment à travers la plateforme interreligieuse pour la paix (Interfaith Peace Platform), créée par l'archevêque de Bangui Dieudonné Nzapalainga, le pasteur et président de l'Alliance évangélique Nicolas Guérékoyamé-Gbangou (qui avait été reçu au Défap), ainsi que l'imam et ancien président du Conseil islamique Oumar Kobine Layama. Les Églises jouent aussi un rôle irremplaçable de soutien auprès des populations dans ce pays très majoritairement chrétien. Depuis des années, le Défap accompagne notamment l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la

capitale. Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises présentes ailleurs sur le territoire centrafricain, comme l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA) ; des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes). C'est aussi le cas, plus récemment, d'un projet né à la jonction entre le milieu des Églises et la société civile : celui de Rodolphe Gozegba et de son association A9.



Rodolphe Gozegba et des membres de l'association A9 cultivant un lopin de terre à Bangui © A9

Les projets naissent souvent de rencontres. Dans le cas de Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé, ce fut celle de Jürgen Moltmann, et du Défap. Né en 1984 en République centrafricaine, il a étudié à la FATEB (la Faculté de Théologie Évangélique de Bangui), et a été pasteur de l'Église évangélique Béthanie, dans la capitale, de 2006 à 2013. Il a bénéficié d'une bourse du Défap pour étudier le dialogue des cultures et des religions à l'institut Al Mowafaqa, au Maroc. À partir de

2015, toujours avec l'aide du Défap, il a entamé des études à l'Institut Protestant de Théologie (faculté de Paris) pour y préparer un doctorat, décroché avec les félicitations du jury fin 2020. Son sujet d'étude : la théologie de Moltmann, et plus précisément la façon dont elle a été reçue par les protestants francophones. Pourquoi cet intérêt pour un théologien allemand, né dans un pays et dans un contexte historique aussi différents du sien ? Pour sa résilience. « Toute fin, écrivait Moltmann, est le début d'un recommencement ». Un thème qui avait profondément marqué Rodolphe Gozegba : l'étudiant n'avait pas tardé à faire le parallèle entre l'Allemagne détruite par la Deuxième Guerre mondiale et son propre pays ravagé par des décennies de guerre civile. Et c'est la redécouverte du message biblique par Moltmann au plus profond du désespoir qui avait poussé Rodolphe Gozegba à se plonger dans ses écrits. Il se trouve par ailleurs que Jürgen Moltmann est aussi un pionnier de la théologie écologique – un aspect mis en évidence en France à travers un recueil réalisé par Jean Bastaire et publié en 2004 : « Le rire de l'univers. Traité de christianisme écologique ».



Distribution de bêches et d'arrosoirs par l'association A9 © A9

Ces deux aspects, résilience et rapport à l’environnement, sont à la base du projet de l’association A9. Rentré à Bangui fin 2020, et après avoir obtenu son doctorat, Rodolphe Gozegba a créé cette structure avec une idée simple : rendre fertiles les nombreux lopins de terre inutilisés dans la capitale pour y créer des jardins potagers ; aider les familles à les cultiver en leur fournissant formation, soutien, suivi et matériel (ce qui va des graines aux bêches en passant par les arrosoirs), de façon à pouvoir se nourrir même en cas de nouveau blocus par des groupes rebelles, et à pouvoir obtenir de petits revenus en revendant une partie de leur production sur les marchés. Une manière très concrète de limiter la dépendance alimentaire de Bangui, d’améliorer la gestion de l’environnement et le quotidien des habitants participant au projet. Pour l’heure, l’association A9 travaille dans un des neuf arrondissements de Bangui, avec l’objectif d’apporter son soutien à 400 familles. Avec 8 euros, il est possible d’équiper l’une d’elles de manière à lui permettre de commencer à cultiver ses légumes. Le projet est soutenu par le Défap, avec l’aide de l’UEPAL qui l’a inscrit dans son carnet de solidarité 2023, à hauteur de 3200 euros.

Voir cette publication sur Instagram

Une publication partagée par Défap (@defap_mission)

Bangui : l’insécurité alimentaire, un problème multiforme

À l’occasion de la COP 27, zoom sur un des projets soutenus par le Défap : « Nourris ta ville en 90 jours », porté par Rodolphe Gozegba à Bangui. Cet ancien boursier du Défap a créé une association, A9, qui travaille à améliorer l’autonomie alimentaire de la

capitale centrafricaine. Une autonomie d'abord menacée par l'insécurité persistante dans laquelle se trouve le pays depuis la guerre civile ; mais les solutions mises en œuvre par Rodolphe Gozegba et l'association A9 rejoignent les réflexions de nombreux urbanistes qui, face aux défis des changements climatiques en cours, s'interrogent sur les moyens de rendre les villes moins dépendantes des campagnes sur le plan alimentaire, en développant une véritable agriculture urbaine. Récemment, Rodolphe Gozegba a été invité par l'UEPAL pour présenter les premiers résultats obtenus par son association à Bangui.



Participants du projet « Nourris ta ville en 90 jours » réunis lors d'une distribution de matériel © A9

Comment est né le projet « Nourris ta ville en 90 jours » ?

Rodolphe Gozegba De Bombémbé : L'Association A9 est née du constat de différents problèmes qui gangrènent la vie sociale de la population centrafricaine. Je peux mentionner

l’insécurité alimentaire, les effets du réchauffement climatique avec ses répercussions sur la santé, les conséquences de la crise intercommunautaire de 2013 qui perdure, la non prise de conscience des problématiques écologiques, et j’en passe. Face à cette situation, il fallait agir urgemment. En tant que théologien ayant travaillé sur la théologie de Jürgen Moltmann qui place l’humain au centre de toute préoccupation, j’ai approché certains amis et nous avons créé A9. A9 pour les 9 Actions que nous allons entreprendre en Centrafrique.

L’action qui nous a semblé urgente était la promotion de l’agriculture urbaine et péri-urbaine autour du concept « nourris ta ville en 90 jours », car en janvier 2021, Bangui la capitale a été attaqué par des rebelles, les routes d’approvisionnement (Bangui Cameroun et Tchad) étaient coupées, à l’intérieur du pays, notamment dans le nord-est et ouest, les femmes et les hommes étaient empêchés d’aller aux champs. La situation sociale était devenue plus compliquée qu’avant, de nombreuses personnes n’arrivent même pas à prendre un repas correct par jour ; les enfants sont souvent malades car mal nourris, les familles peinent à subvenir à leurs besoins de première nécessité. Le pays a frôlé la famine. Les pauvres étaient encore plus pauvres ! Selon les données du HCR du 3 janvier 2021, 2,8 millions de Centrafricains, soit plus de la moitié de la population du pays (5 millions d’habitants), auraient besoin d’une aide humanitaire d’urgence.

Et comme A9 a remarqué que la plupart des habitants avaient à leur disposition, à côté de leur habitat, un lopin de terre inexploité, leur a proposé de le mettre en culture. La population a bien accueilli le projet et a de suite manifesté sa volonté d’y adhérer. C’est ainsi que grâce aux dons des personnes de bonne foi nous avons pu donner à plus de 700 familles des kits comprenant une bêche, une houe, un arrosoir et des semences d’une valeur de 30,00 euros. Elles sont

suivies et conseillées par l'équipe de A9. Dans cette dynamique, A9 prévoit de leur proposer divers évènements tels des concours, des marchés organisés spécialement pour la vente des récoltes en surplus, ceci pour dynamiser la motivation des adhérents.



Distribution de matériel de jardinage par l'association A9 © A9

Quels sont les premiers résultats ?

Rodolphe Gozegba De Bombémbé : Les familles bénéficiaires de nos kits ne cachent pas leur satisfaction, sont fières de nous montrer leurs récoltes. Certaines d'entre elles arrivent même à vendre leur surplus, se créant ainsi un revenu complémentaire. A9 est contente de voir que tous ses bénéficiaires apprécient de pouvoir cultiver leur propre jardin, mais sont aussi séduits par l'originalité de l'action de A9.

A9 ne propose pas de l'assistanat, mais une prise de

conscience et une responsabilisation des bénéficiaires. A9 donne des outils, à eux de travailler, à eux de faire fructifier. A9 donne la possibilité de retrouver sa dignité dans le travail. La RCA offre très très peu d'opportunités d'emploi, mais en cultivant leur lopin de terre, les familles peuvent vendre leur surplus et se créer une source de revenus.



Rodolphe Gozegba (à gauche sur la photo) au travail avec des membres de l'association A9 © A9

Quelles sont les suites envisagées ?

Rodolphe Gozegba De Bombémbé : Notons que le chemin est encore long et les défis sont nombreux. Au niveau national, il y a encore une longue liste d'attente de personnes prêtes à s'engager dans le jardin potager. Leur réel engagement nous poussent à continuer à nous battre pour eux. Nous avançons avec eux selon les fonds dont nous disposons. Au plan international, nous sommes sollicités par des personnes au Congo, au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, au Cap-Vert pour venir implanter le projet de A9. En fait, ces personnes pensent que A9 est une grosse machine, mais malheureusement nous n'avons pas les moyens déjà pour la Centrafrique. Mais,

nous sommes quand même encouragés de voir que nos actions sont appréciées dans la sous-région (pays d'Afrique centrale) et même dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Cela nous laisse à croire que les actions de A9 sont une des solutions aux problèmes de l'insécurité alimentaire sur le continent africain.

Comment le Défap agit pour la justice climatique

Améliorer l'autonomie alimentaire d'une ville, promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement, développer l'énergie solaire, éduquer à la paix et au développement durable : tels sont les objectifs de quelques-uns des projets soutenus par le Défap, qui a placé la sauvegarde de la création parmi ses priorités pour les années 2021-2025.



Parmi les trois grands axes de travail que s'est fixé le Défap

dans son programme « Convictions et actions – 2021-2025 » figure la sauvegarde de la création : le Défap veut ainsi « s'engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine ». Des préoccupations souvent intimement liées, et que résume bien le concept de « justice climatique », puisque les atteintes au climat se traduisent bien souvent par la perte de moyens de subsistance, par des destructions d'habitats, par des conditions de vie considérablement plus difficiles pour les habitants des pays les plus pauvres.

En janvier 2022, le Conseil du Défap a décidé de formaliser ces engagements en se lançant dans une démarche de réduction de son empreinte écologique. Elle doit se traduire par la mise en place d'un tableau de bord des dépenses en carbone, tenu par le Secrétariat général, et par une étude au sein de la Commission des Projets des pistes concrètes de compensation carbone au sein de son réseau. Si cette démarche est encore en cours, elle vient surtout souligner le fait que le Défap est déjà, depuis de nombreuses années, engagé dans des projets à forte teneur environnementale. Pour une raison simple : étant en lien avec de nombreuses Églises du Sud, notamment en Afrique, l'un des continents les plus menacés par le réchauffement climatique, le Défap a été appelé à aider des partenaires déjà directement confrontés aux effets de ce changement. C'était le cas du partenariat établi avec l'ALCESDAM, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis plus de trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Le Défap a aussi eu régulièrement des envoyés au sein du projet Beer Shéba à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agro-foresterie durable. En cette année 2022, nombre de ses partenariats ou des projets qu'il soutient comportent un aspect directement lié à ces questions environnementales :

Le Défap, membre fondateur du Secaar

La formation et la valorisation des compétences au service du développement intégral, marque distinctive du Secaar

Le Défap est un des membres fondateurs du Secaar, (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays. Le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Des priorités et des axes de travail qui trouvent de forts échos aujourd'hui dans toute la réflexion développée au sein des Églises sur la justice climatique.

République centrafricaine : Des jardins pour nourrir Bangui



Rodolphe Gozegba au travail avec les membres de l'association A9 © A9

En République centrafricaine, la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. Alors que plus de 70% de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance, la violence des groupes armés, contre lesquels les autorités sont impuissantes, a contraint en cours d'année la plupart des paysans à abandonner leurs champs. La situation est encore plus difficile à Bangui, qui dépend pour son approvisionnement de quelques routes, dont la principale a été coupée plusieurs semaines début 2021 par une offensive rebelle.

Pour favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, l'association A9, portée par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, a lancé un projet de culture de lopins de terre inexploités dans la capitale. Pour cela, A9 distribue graines, outils, et assure un suivi des participants : 400 familles du 6ème arrondissement, avec des résultats déjà très encourageants.

Si le projet est né dans un contexte d'insécurité persistante du pays et de menaces sur l'approvisionnement de Bangui par des groupes armés, les solutions mises en œuvre par Rodolphe Gozegba et l'association A9 rejoignent les réflexions de nombreux urbanistes qui, face aux défis des changements climatiques en cours, s'interrogent sur les moyens de rendre les villes moins dépendantes des campagnes sur le plan alimentaire, en développant une véritable agriculture urbaine.

Tunisie : Promouvoir l'agriculture environnementale



Rendre fertiles des terres délaissées en Tunisie © ATAE

La Tunisie est l'un des pays les plus exposés au risque de désertification, le réchauffement climatique étant aggravé par des techniques agricoles inadaptées, avec une perte de 15 000 ha/an de terres cultivables. Pour rendre leur fertilité à des terres apparemment perdues, l'Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE) propose à un réseau d'agriculteurs des formations pratiques sur des procédés écologiques de fertilisation et de culture. Elle est directement issue de l'expérience de l'association Abel

Granier, pionnière en la matière : le pasteur Abel Granier avait été le premier à réhabiliter entièrement une ferme en zone semi-aride. Aujourd'hui, l'ATAE a mis en place un programme de ferme pédagogique, pour permettre aux agriculteurs de son réseau et ayant suivi ses formations de vivre et travailler selon ces principes.

Djibouti : Une formation pour développer l'énergie solaire



Panneaux solaires installés par l'EPED à Djibouti © EPED

À Djibouti, l'accès à l'énergie est un problème majeur : le pays doit accroître sa production d'électricité pour se développer, mais il est très dépendant des importations de combustibles fossiles, dont les prix explosent. Dans un programme de développement à long terme connu sous le nom de « Vision 2035 », il prévoit de parvenir à l'autonomie énergétique en visant un objectif de 100% de sources d'énergie renouvelables – notamment solaire. Encore faut-il former des techniciens, qui pour l'heure manquent cruellement, pour installer et entretenir les panneaux solaires. C'est ce que propose le centre de formation de l'EPED, l'Église protestante

de Djibouti. Il dispose du matériel nécessaire, et a déjà développé une expertise dans l'encadrement et la formation pratique de jeunes actifs grâce à l'expérience du « chantier-école » mise en place lors de la réhabilitation du temple de Djibouti.

Burundi : Éduquer à la paix et au développement durable



Enfant au Burundi © Maxpixel.net

Des décennies de conflits et de guerres interethniques ont laissé des traces durables. En dépit de l'Accord de paix et de réconciliation signé en août 2000 à Arusha, les graines de violence demeurent et la méfiance entre communautés empêche de développer le pays, où l'insécurité alimentaire reste chronique.

Le MIR France (Mouvement International de la Réconciliation), avec l'aide du Défap, soutient à Kibati un projet de ferme-école qui vise tout à la fois à éduquer la population,

principalement les jeunes, à résoudre les conflits par le dialogue au lieu de recourir à la violence et aux armes, et à augmenter la production en agro-élevage écologique et le revenu des agriculteurs, à travers des coopératives agro-pastorales. Ce projet est mené en association avec l'Église Baptiste de Kibati, qui le supervise au niveau local.

République Démocratique du Congo : Santé communautaire au Kivu



Vue de Bukavu © MONUSCO/Abel Kavanagh

Le Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo, a connu des périodes de guerre successives. Les populations appauvries luttent à la fois contre la malnutrition et contre une prolifération des maladies chroniques et épidémiques telles que le paludisme, le choléra ou la fièvre typhoïde.

L'ULPGL (Université Libre du Pays des Grands Lacs) veut promouvoir l'usage des plantes, à la fois pour leur usage dans l'alimentation, mais aussi pour leurs vertus médicinales. Son centre de recherche, dépendant de la faculté de Santé et Développement communautaires, a lancé un jardin pilote de 80 espèces de plantes médicinales et alimentaires. Le projet,

mené en étroite collaboration avec la population locale de Bukavu, s’étend de la recherche des espèces végétales utilisables, à la diffusion de médicaments destinés à la population.

Se former à la théologie interculturelle

Première formation dans ce domaine donnée en français, le cursus de la formation en théologie interculturelle s’adresse aux responsables de communautés de toutes tendances confessionnelles et origines culturelles ainsi qu’à toute personnes intéressée. Reportage en immersion lors de deux sessions à l’Institut œcuménique de Bossey (Vaud, Suisse). Une formation proposée par DM, l’OPF (Office protestant de formation), l’Institut œcuménique de Bossey, le Défap et TEAG (Témoigner ensemble à Genève).



Quelques-uns des participants de la première session de formation à la théologie interculturelle donnée à l'Institut œcuménique de Bossey © DR

Rapport à la société, aux institutions, à la foi, aux relations entre les générations ou entre les sexes : aucun des aspects les plus fondamentaux de notre relation au monde n'échappe aux présupposés qui nous sont enseignés au sein de notre culture propre depuis notre plus jeune âge. Comment, dès lors, à partir du moment où l'on aborde les questions de théologie et la possibilité de transmettre notre foi, faire abstraction de ce qui fait partie de nous-même depuis l'origine ? Cette question du rapport entre la foi et la culture, beaucoup de missionnaires l'avaient découverte, parfois de manière douloureuse, en partant au loin annoncer la Bonne Nouvelle et en se découvrant porteurs malgré eux de certitudes plus propres à enchaîner qu'à délivrer les peuples qu'ils rencontraient. Aujourd'hui encore, cet aspect entrave bien souvent les relations entre des Églises qui peuvent, sur des continents différents, se dire porteuses de la même foi, mais dans des contextes qui s'opposent sur bien des points. Et cette question des relations interculturelles s'invite aussi lorsque des Églises issues de contextes différents se

rencontrent dans un même pays et tentent de dialoguer.

L’interculturalité est une aventure. Et c’est ce que racontent les intervenants et les participants de cette formation, unique en son genre, qui a été mise en place en Suisse, à l’Institut œcuménique de Bossey. Comme le note le théologien français Michel Bertrand, qui participe à cette formation, « la théologie est toujours contextuelle. Autant il y a de personnes, autant il y a de contextes différents. En fait, ce qui est derrière, c’est comment un message qui a une portée universelle, vient s’inscrire dans des contextes toujours singuliers. Et au fond, c’est bien au cœur du message biblique : on ne rentre jamais dans l’universel par le haut. On rentre toujours dans l’universel par le singulier. »

Une formation unique en son genre

« Se former à la théologie interculturelle », formation délivrée à l’Institut œcuménique de Bossey, est unique en son genre. Elle associe des entités protestantes très différentes mais toutes confrontées au quotidien aux défis de l’interculturalité. En sont ainsi partenaires la Cevaa –

Communauté d'Églises en mission, le Défap et DM – Dynamique dans l'échange, l'homologue du Défap pour la Suisse romande ; ainsi que l'Office protestant de formation, organisme qui forme les pasteurs et les diacres des Églises réformées suisses romandes, et le programme TEAG (Témoigner ensemble à Genève), qui rassemble près d'une centaine de communautés et Églises issues du protestantisme et établies à Genève, avec le but de faire travailler dans le même champ les Églises suisses et les nombreuses Églises issues de la migration. Elle figure également dans la liste des **stages mis en avant dans le programme de la CPLR** (Communion Protestante Luthéro-Réformée), chargée de la formation permanente et continue des pasteurs de l'EPUdF et de l'UEPAL. Avec des enjeux que résume en ces termes Nicolas Monnier, Directeur de DM – Dynamique dans l'échange, dans le n°82 de la revue ***Perspectives Missionnaires***, associée désormais à ***Foi & Vie*** dont elle est devenue le Cahier d'études missiologiques et interculturelles : « Qui a dit que l'Évangile était un long fleuve tranquille ? Sans rapides ? Sans chutes vertigineuses ? Sans bancs de sable ? Sans obstacles apparemment infranchissables ? Sans conflits au sein de l'embarcation ? », questionne-t-il dans un article intitulé « ***Soutenir la formation à la théologie interculturelle : un des axes de DM***« . Et de souligner que l'interculturalité – et c'est ce qui rend une telle formation nécessaire « nous oblige à un dialogue parfois difficile, nous place devant nos limites, nous invite à élargir notre horizon, en particulier quant à l'interprétation des textes bibliques ».

Situé près de Genève, en Suisse, l'Institut œcuménique de Bossey est le centre de rencontres, de dialogue et de formation du Conseil œcuménique des Églises. Il est rattaché à l'université de Genève depuis 1952. C'est en 2011 qu'un accord inédit, permettant à tous les étudiants de Bossey de prétendre à un certificat d'accréditation de l'Université de Genève, a été conclu entre l'Institut œcuménique de Bossey et l'Université de Genève par l'intermédiaire de la Faculté

autonome de théologie protestante. L'Institut a pour but à la fois de promouvoir la pensée œcuménique, et de former des responsables tant laïcs qu'ecclésiaux. Chaque année, il accueille des étudiants et des chercheurs du monde entier qui viennent approfondir leurs études, à travers les trois cursus proposés : un certificat d'études complémentaires en œcuménisme, un master en théologie œcuménique ainsi qu'un doctorat en théologie (option œcuménisme). Le château de Bossey est ainsi un lieu important d'échanges.

Après la première saison de cette formation en théologie interculturelle, de nouvelles dates sont désormais proposées pour octobre-novembre 2022. Ayant pour thème transversal « *La guérison*« , cette formation 2022 (**dont vous pouvez télécharger le flyer ici**) se déroulera sous la forme de huit sessions :

- Diversités culturelles et christianisme (VEN-SAM 21-22.10.22)
- Évangile et herméneutique interculturelle (VEN-SAM 4-5.11.22)
- Histoire du christianisme et sa pluralité dans le monde (VEN-SAM 9-10.12.22)
- Le ministère de l'Église : Église et ministères (VEN-SAM 20-21.01.23)
- Questions éthiques (VEN-SAM 17-18.02.23)
- Mission ensemble (VEN-SAM 17-18.03.23)
- Prêcher dans des sociétés pluralistes (VEN-SAM 21-22.04.23)
- Défis interreligieux (VEN-SAM 26-27.05.23)

La FEP célèbre les «couloirs

humanitaires»

Voilà cinq ans qu'ont été lancés les « couloirs humanitaires » en France. Un anniversaire qu'a voulu célébrer la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) en organisant un événement réunissant les divers acteurs impliqués : Fraternité sur Seine. Ce projet qui permet de faire venir en France des réfugiés particulièrement vulnérables depuis le Liban, par des voies légales et en évitant les « routes de la mort » comme celles qui passent par la Méditerranée, nécessite un travail en commun de nombreuses institutions protestantes : la Fédération protestante de France, la FEP, des Églises et paroisses qui accueillent et hébergent… Le Défap, pour sa part, est impliqué à travers deux envoyées, chargées du montage des dossiers au Liban.



Cela fait maintenant cinq ans que la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) et la Fédération protestante de France (FPF) ont lancé le protocole d'accord international appelé « couloirs humanitaires », qui vise à faciliter l'accueil sur

le sol français de réfugiés d'Irak et de Syrie en provenance du Liban. À l'occasion de cet anniversaire, la FEP a souhaité remercier et mettre à l'honneur tous les acteurs de cette chaîne en les rassemblant à Paris le 25 juin pour un événement : Fraternité sur Seine. Seront ainsi réunis salariés de l'Entraide, bénévoles, hébergeurs et bénéficiaires de cet accueil pour une célébration à bord d'une péniche sur la Seine. C'est l'occasion de rappeler qu'en l'espace de ces cinq années, c'est plus de 500 personnes en situation de très haute vulnérabilité selon les critères de l'ONU qui ont été accompagnées physiquement et administrativement jusqu'en France.

Mais pourquoi parler de cet anniversaire des « couloirs humanitaires » sur une semaine consacrée aux envoyés du Défap ? Tout simplement parce que ce projet a lui aussi besoin, pour fonctionner, d'envoyés du Défap. C'est ainsi que Soledad André, chargée de mission de la FEP qui accompagne à Beyrouth les réfugiés dans le cadre de ce programme, qui aide à monter leurs dossiers et qui les accompagne dans l'avion jusqu'à leur arrivée à Roissy, est une envoyée du Défap depuis 2018, avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale). Elle a été rejointe l'an dernier par une autre envoyée du Défap, pour tenir compte à la fois de l'augmentation du nombre des personnes à accompagner, et des difficultés de la FCEI (la Fédération des Églises évangéliques italiennes, partenaire et porteuse du projet des « couloirs humanitaires » au Liban) à continuer le financement du projet et donc la continuité de la permanence de l'équipe à Beyrouth.

Une mobilisation exemplaire



Groupe de réfugiés au départ de Beyrouth le 15 mars 2020. Au premier plan, prenant la photo : Soledad André, envoyée du Défap pour la FEP © Soledad André pour Défap

Car, c'est là un point crucial, le projet ne bénéficie d'aucun financement public : il est porté essentiellement, tant sur le plan des fonds que sur le plan de l'organisation, par les Églises et les bénévoles qui y participent. À l'origine de cette initiative, il y a eu tout d'abord un constat : nombre de familles fuyant des pays en guerre comme l'Irak ou la Syrie se retrouvaient soit bloquées dans des camps au Liban… soit tentaient de traverser la Méditerranée, devenant ainsi la proie des réseaux de passeurs et de trafiquants d'êtres humains, risquant leur vie dans le naufrage d'embarcations surchargées. Le programme ayant servi de modèle à cette convention est ainsi né en Italie en 2016, à la suite de plusieurs drames particulièrement meurtriers qui avaient servi

d’électrochocs au sein des opinions publiques européennes : il s’agissait d’une initiative de la Communauté catholique de Sant’Egidio, dont les juristes spécialistes du droit des étrangers avaient su utiliser les textes européens pour imaginer ces « couloirs humanitaires », destinés prioritairement aux réfugiés les plus vulnérables : enfants et familles monoparentales, patients en attente de soins urgents, personnes en butte à des persécutions. Ce dispositif avait été mis en place en association avec la FCEI et avec l’Église vaudoise, membre de la Cevaa. Une opération rendue possible non seulement par l’engagement des Églises qui avaient décidé de le prendre en charge, mais aussi grâce à l’appui de bénévoles et d’associations se chargeant d’accueillir les réfugiés et de les aider à s’intégrer au sein de la société italienne.

Devant le succès de cette initiative, le modèle a été repris dès l’année suivante en France, par le biais d’un protocole d’entente signé à l’Élysée et associant les ministères de l’Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises. Les réfugiés arrivant en France via ce dispositif se sont retrouvés ainsi accueillis légalement dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux ; des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l’Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l’Union des Églises protestantes d’Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d’Églises constitutives du Défap.

Retour de mission en RDC

La pasteure Tünde Lamboley, chargée de la formation théologique au sein du Défap, a pu revenir au cours des dernières semaines en République Démocratique du Congo – sa première visite dans ce pays depuis la crise du Covid. L’occasion de renouer avec les partenaires du Défap et de vérifier l’avancée des projets sur place. Elle témoigne.



Vue d'une rue à Kinshasa © Tünde Lamboley pour Défap

Cette première visite après la crise du Covid a permis de rencontrer tous les partenaires du Défap en République démocratique du Congo (RDC). Le séjour de trois semaines a débuté dans la capitale, Kinshasa, par un séminaire de deux jours sur Paul Ricoeur organisé par Olivier Abel en collaboration avec l'ambassade de France, l'Institut français de Kinshasa et le Défap. Des universitaires de tout horizon ont pu ainsi partager leur réflexion autour de l'oeuvre de Paul Ricoeur.

Accompagnés par le président du Sud Kivu de l'ECC, Levi Ngangura, nous avons rencontré des enseignants de l'Université des Pays des Grands Lacs à Bukavu et à Goma ainsi que ceux de l'Université évangélique d'Afrique. Ces universités ont énormément souffert de la crise Covid et remercient chaleureusement les Églises de France pour leur solidarité via le Défap.

Les projets : santé communautaire et bourses en théologie pour des jeunes femmes

À Bukavu, le projet de santé communautaire autour des plantes médicinales connaît un fort développement grâce au travail des deux responsables directes du projet. Soixante-quinze femmes sont formées à la culture et à l'utilisation de diverses plantes médicinales oubliées – mais réhabilitées par ce

projet-, donnant une formidable dimension sociale à cette formation.

Les bourses en théologie attribuées à 19 jeunes femmes leur ont permis de débuter une formation sur les deux sites de l'ULPGL de Bukavu et Goma. Ces universités souhaitent intensifier l'échange avec des facultés de théologie françaises en accueillant notamment des professeurs de théologie. Elles souhaitent aussi pouvoir bénéficier des « congés de recherche » au sein de nos facultés de théologie dans un souci de formation continue.

Tünde Lamboley

Le point en images sur l'un des projets soutenus par le Défap en RDC : des bourses pour permettre à des jeunes femmes de poursuivre des études supérieures en théologie à l'Université Libre du Pays des Grands Lacs de Bukavu, de manière à former de futures cadres de l'Église du Christ au Congo.

Éduquer à la paix et au développement durable au Burundi

Une paix récente et fragile, une pauvreté endémique avec une partie de la population toujours menacée par la faim : autant de facteurs qui entretiennent les risques de résurgences de violences au Burundi. Comment

aider à sortir de ce cycle où le dénuement et les antagonismes s'alimentent mutuellement ? En prenant en compte à la fois les deux aspects : les besoins matériels et la sensibilisation à une culture du vivre-ensemble. Tels sont les fondements du projet soutenu par le MIR France (Mouvement International de la Réconciliation), avec l'aide du Défap, à travers la ferme-école de Bujumbara.

Dans les projets qu'il co-construit avec ses partenaires, dans les liens entre Églises qu'il entretient, le Défap veut travailler à un équilibre qui restaure les personnes, les relations et les sociétés. Cet objectif fait partie des grandes lignes détaillées dans sa « feuille de route » : « Convictions et actions – 2021-2025 ».

Au Burundi, les guerres successives depuis 1962, date de l'indépendance du pays, ont terriblement fragilisé la société. Non seulement par les centaines de milliers de morts qu'elles ont provoquées, mais aussi en faisant voler en éclats le vivre-ensemble, en multipliant le nombre de veuves, orphelins, enfants de la rue et ex-enfants soldats, et en empêchant tout décollage économique du pays. Comme dans le Rwanda voisin, ces conflits ont éclaté à l'occasion de tensions inter-ethniques, entre Hutus et Tutsis. Les massacres de 1972 avaient fait près de 100.000 morts, ceux de 1988 20.000 morts ; la guerre civile de 1993, déclenchée à la suite de l'assassinat par des militaires du président Melchior Ndadaye et de six de ses ministres, a fait un nombre de morts encore difficile à évaluer, les estimations basses tablant sur 50.000 quand d'autres vont jusqu'à 300.000. Si l'accord de paix d'Arusha, signé fin août 2000 sous l'égide de Nelson Mandela, a permis d'éviter de nouveaux bains de sang, la paix reste fragile, émaillée de tentatives de putsch et de violences.

Des maux multiples et enchevêtrés



Paysans au Burundi © Asimbahwe Gratien and CubeMEDIA CM – Wikimedia Commons

Dans une société encore très rurale et dans un pays que les comparaisons de PIB classent comme le plus pauvre du monde, dans un État qui redoute toujours les explosions de violence, les plus fragiles parmi les fragiles, ce sont les femmes et les enfants. Les maux sont multiples et enchevêtrés : précarité matérielle (88% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour) et faible autonomie, rôle peu reconnu des femmes, difficulté à régler les conflits autrement que par la violence… Ce sont à tous ces maux que le MIR (Mouvement International de la Réconciliation) entend s'attaquer, à travers un projet soutenu par le Défap. Il s'agit d'une ferme-école, dans la banlieue de Bujumbara, la capitale, située sur les rives du lac Tanganyika. Elle vise, dans un premier temps, à permettre à ses élèves de devenir matériellement autonomes, à la fois sur le plan des cultures et sur le plan de la commercialisation de leurs produits ; et dans un second temps, à renforcer les solidarités et le dialogue.

Sur le plan pratique, il s'agit d'enseigner tout ce qui

concerne le maraîchage, le petit élevage, l'apiculture, l'horticulture, l'agroforesterie ; d'enseigner, aussi, des techniques de protection des sols contre l'érosion, à la fois dans un souci d'efficacité sur le plan agricole, et de protection de l'environnement et des ressources. Au-delà de ces enseignements, il s'agit ensuite d'organiser les jeunes élèves en groupements d'exploitants agricoles financièrement autonomes, et capables de conserver, transformer et commercialiser eux-mêmes leurs produits. Et enfin, à travers cette amélioration de leur quotidien et ces solidarités concrètes, diffuser une culture du respect de l'autre, de la paix et de la non-violence.



Installations agricoles en bordure de la forêt © Jostemirongibiri – Wikimedia Commons

Le MIR, à l'origine de ce projet, se définit comme un mouvement non-violent inspiré de l'Évangile. Il travaille à l'élaboration et à la diffusion d'une théologie de la non-violence et entend lutter contre la guerre sous toutes ses formes. Il est membre de la Fédération protestante de France et préside la Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix. Ce projet de ferme-école, développé avec le

Défap, est mené en partenariat avec l'Église baptiste de Bujumbara, et avec le soutien, en France, de la paroisse de Saint-Germain-en-Laye de l'Église Protestante Unie. Montant prévu du projet : 20.000 euros sur 3 ans. De quoi semer de belles graines d'unité.

RDC : renforcer la place de la femme dans les Églises

En République Démocratique du Congo, la place des femmes est fragile et peu reconnue : pénalisées par un faible accès à l'éducation, elles accèdent rarement à des emplois décents et encore plus difficilement à des postes politiques importants, sont les premières victimes de violences et de la pauvreté. Les Églises, de par leur poids dans la société, ont la capacité de faire évoluer les mentalités. Encore faut-il qu'elles accordent elles-mêmes plus de place aux femmes. C'est dans ce but que le Défap propose des bourses pour permettre à des jeunes femmes de poursuivre des études supérieures en théologie à l'Université Libre du Pays des Grands Lacs de Bukavu, de manière à former de futures cadres de l'Église du Christ au Congo (ECC), principale dénomination protestante en RDC.

Le Défap, dont les activités se déploient à travers des relations entre Églises de divers pays, entend travailler à une égale dignité des hommes et des femmes dans l'Église et dans la société. Un objectif qui figure parmi les priorités de ses actions, détaillées dans sa « feuille de route » : « Convictions et actions – 2021-2025 ». Pour cela, le Défap

veut soutenir la formation théologique des femmes, encourager des projets d'éducation à l'égalité femme-homme dans l'Église, et travailler avec ses partenaires pour favoriser les candidatures féminines et encourager leur leadership dans l'Église.

Dans un pays comme la République Démocratique du Congo, les Églises sont des acteurs sociaux majeurs. Elles gèrent des écoles, des hôpitaux, ont une importante action sociale et pallient les défaillances de l'État dans de nombreux domaines. Selon le dernier rapport du cabinet d'étude « Target » sur les Églises en RDC, plus de 93% des Congolais se déclarent chrétiens, avec 42% de catholiques, 25% de protestants, 15% d'adeptes des Églises évangéliques dites de Réveil, 4% de pentecôtistes et 1% de kimbanguistes. Avec ses 1447 paroisses réparties en 47 diocèses disséminés à travers le pays, l'Église catholique joue par exemple un rôle de premier plan. Depuis la signature d'une convention en 2011, l'État lui a délégué, à travers son organisation Caritas, l'organisation de la paye des enseignants du primaire et du secondaire dans les zones rurales. Elle administre directement entre 40 et 60 % des écoles et des services de santé, privés comme publics.



Remise des diplômes en décembre 2021 aux participants à la formation continue sur « Église et leadership » à l'ULPGL © ULPGL

Les Églises protestantes gèrent également nombre d'activités cruciales pour la société congolaise – avec d'autant plus de visibilité que beaucoup d'entre elles sont regroupées au sein d'une même structure, cumulant les caractéristiques d'une Église et d'une fédération : l'ECC – l'Église du Christ au Congo. L'ECC rassemble 95 communautés ecclésiales différentes (on préférera parler de « communautés » plutôt que « d'Églises » au sein de l'ECC), dont 70 sont présentes dans la seule ville de Kinshasa. Un partenaire de taille… et surtout, une institution représentant un protestantisme moins divers qu'il n'y paraît : toutes les dénominations qui la composent se retrouvent lors d'un même synode. Et d'une communauté à l'autre, les théologies dialoguent, les liturgies se rapprochent. Les facultés de théologie jouent pour cela un grand rôle : entre les communautés baptiste, anglicane ou mennonite, on retrouvera des pasteurs qui ont fréquenté les mêmes universités et suivi les mêmes cours.

Les Églises ont la capacité de faire évoluer les mentalités

Mais dans les Églises comme dans le reste de la société congolaise, les femmes restent bien souvent cantonnées à des places subalternes. Du fait de leur poids au sein de la société, les Églises ont la capacité de faire évoluer les mentalités ; encore faut-il d'abord qu'elles évoluent elles-mêmes. L'un des principaux frein au renforcement du rôle des femmes, et à leur accession à des postes d'encadrement au sein de l'ECC, est bien souvent leur manque de formation en théologie. Ce qui est un reflet de la situation de l'ensemble du pays, où les femmes ont un accès plus difficile à l'éducation.



Un groupe de femmes congolaises dans la province du Kasaï © Myriam Samani – MONUSCO – Flickr creative commons

Le Défap propose donc des bourses pour permettre à des jeunes femmes de poursuivre des études supérieures en théologie à l'Université Libre du Pays des Grands Lacs de Bukavu, de manière à former de futures cadres de l'Église du Christ au Congo. Il s'agit d'un pôle universitaire accueillant chaque année près de 800 étudiants au sein de sept facultés : théologie, droit, sciences économiques et gestion, santé et développement communautaires, psychologie et sciences de l'éducation, sciences et technologies appliquées. Au sein de la faculté de théologie, seules une quinzaine d'étudiants sont des étudiantes. Le Défap envisage de quasiment doubler ce nombre en proposant une douzaine de bourses, permettant de payer les frais liés aux études d'une douzaine de jeunes femmes.